



Conseil de sécurité

Briefing UNITAMS

New York, le 20 mars 2023
Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Perthes, pour son exposé. Je salue également la présence du représentant du Soudan à cette réunion.

Le Soudan se trouve à un moment charnière du rétablissement de sa transition démocratique, sur laquelle reposent les espoirs de liberté, de paix et de justice du peuple soudanais. La Suisse se félicite de l'engagement constructif et des progrès réalisés ces dernières semaines dans le traitement des cinq questions clés identifiées dans l'accord-cadre du 5 décembre. Nous appelons les signataires à poursuivre sans relâche leurs efforts de dialogue, et aux forces politiques qui restent en dehors de l'accord-cadre à s'engager de manière constructive. L'engagement renouvelé des dirigeants du Conseil souverain de remettre le pouvoir à un gouvernement civil est également encourageant.

Nous reconnaissons le rôle clé que la Mission intégrée des Nations unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS), l'Union africaine et l'IGAD jouent dans la facilitation de ce processus.

Monsieur le Président,

Il s'agit maintenant de consolider sans tarder ces progrès dans un accord politique. Ceci notamment pour trois raisons:

Premièrement, une solution politique au niveau national est essentielle pour améliorer ainsi la situation humanitaire, économique et sécuritaire dans l'ensemble du pays. Nous restons profondément préoccupés par la violence persistante au Darfour, dans les Kordofans et au Nil Bleu. Ces violences, qui touchent tout d'abord la population civile, sont inacceptables. Nous appelons toutes les parties à respecter le droit international humanitaire. La Suisse salue le travail du Comité permanent de cessez-le-feu au Darfour, l'un des rares mécanismes mis en place par l'Accord de paix de Juba. Ce Comité, soutenu par la Suisse depuis sa création, joue un rôle clé pour désamorcer les tensions. Cependant, il faut faire davantage pour lutter contre l'insécurité, car la souffrance humaine ne cesse d'augmenter. Près de 16 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire – c'est le chiffre le plus élevé depuis 2011.

Deuxièmement, avec le retour imminent d'un *leadership* civil, nous devons investir dans le renforcement d'une transition inclusive, portée par un large soutien public. Les efforts déployés

par les signataires civils et militaires visant à élargir la participation de divers acteurs dans les cinq processus de dialogue constituent un signal encourageant. Toutefois, et malgré leur engagement, les femmes restent sous-représentées tout au long du processus. Ceci doit changer: les femmes ont été à l'avant-garde de la révolution soudanaise, et leur participation pleine, égale et significative reste absolument cruciale pour la réussite de la transition politique. Nous appelons toutes les parties à tenir leurs promesses d'assurer une représentation d'au moins 40 % de femmes dans des futures institutions de transition.

Troisièmement, un engagement ferme en faveur de la justice sera fondamental pour rétablir la confiance du peuple soudanais dans les autorités du pays et briser les cycles de la violence. Les responsables des violations et des abus des droits humains doivent rendre des comptes. Nous restons profondément préoccupés par les informations récurrentes faisant état de violences sexuelles et basée sur le genre à l'encontre de femmes et de jeunes filles dans les camps de déplacés du Darfour. La récente visite de l'expert sur la situation des droits humains au Soudan est une étape importante. Nous réitérons son appel en faveur d'un processus de justice transitionnelle global et inclusif, adapté aux différents régions du pays, axé sur les besoins des victimes et tenant compte de la dimension de genre.

Monsieur le Président,

Bien qu'un accord politique constitue un pas en avant significatif, le véritable travail ne commencera que par la suite. La Suisse continuera à soutenir la transition au Soudan et à s'engager aux côtés du peuple soudanais sur la voie d'un avenir plus pacifique.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

I thank the Special Representative of the Secretary-General, Mr. Perthes, for his presentation. I also welcome the presence of the representative of Sudan at this meeting.

Sudan is at a critical juncture to restore its democratic transition. The hopes of the Sudanese people for freedom, peace and justice rest on this process. Switzerland welcomes the constructive engagement and progress made in recent weeks in addressing the five key issues identified in the 5 December framework agreement. We call on the signatories to continue their dialogue efforts and on the political forces that remain outside the framework agreement to engage constructively. The renewed commitment of the leadership of the Sovereign Council to hand over power to a civilian government is a further encouraging signal.

We recognize the key role that the United Nations Integrated Transition Assistance Mission in Sudan (UNITAMS), as well as the African Union and IGAD are playing in facilitating this process.

Mr. President,

Now is the time for this progress to be translated into a political agreement. There are three key reasons for this:

First, a political solution at the national level is essential to improve the humanitarian, economic and security situation across the country. We remain deeply concerned about the continuing violence in Darfur, Kordofan and Blue Nile. This violence, which primarily affects the civilian population, is unacceptable. We call on all parties to respect international humanitarian law. Switzerland welcomes the work of the Darfur Permanent Ceasefire Committee, one of the few mechanisms of the Juba Peace Agreement which have been established. This Committee, supported by Switzerland since its creation, plays a key role in defusing tensions. However, more needs to be done to tackle insecurity, as human suffering continues to increase. Nearly 16 million people are in need of humanitarian assistance - the highest number since 2011.

Second, with the imminent return of civilian leadership, we need to invest in strengthening an inclusive transition, backed by broad public support. The efforts of the civilian and military signatories to broaden the participation of various actors in the five dialogue processes are an encouraging signal. However, despite their engagement, women remain under-represented throughout the process. This must change: women have been at the forefront of the Sudanese revolution, and their full, equal and meaningful participation remains absolutely crucial to the success of the political transition. We call on all parties to keep their promises to ensure at least 40% representation of women in future transitional institutions.

Third, a strong commitment to justice will be fundamental to restoring the trust of the Sudanese people in the country's authorities and breaking the cycles of violence. Those responsible for human rights violations and abuses must be held accountable. We remain deeply concerned about recurring reports of sexual and gender-based violence against women and girls in the IDP camps in Darfur. The recent visit of the expert on the human rights situation in Sudan is an important step. We reiterate his call for a comprehensive and inclusive transitional justice process, tailored to the different regions of the country, focused on the needs of the victims and taking into account the gender dimension.

Mr. President,

Although a political agreement is a significant step forward, the real work will only begin thereafter. Switzerland will continue to support the transition in Sudan and to engage with the Sudanese people on the road to a more peaceful future.

I thank you.